



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

usine Whirlpool d'Amiens

Question au Gouvernement n° 132

Texte de la question

USINE WHIRLPOOL D'AMIENS

M. le président. La parole est à M. Daniel Labaronne, pour le groupe La République en marche.

M. Daniel Labaronne. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, en se rendant hier sur le site de Whirlpool à Amiens, le président Emmanuel Macron a honoré l'engagement qu'il avait pris auprès des salariés de l'entreprise de revenir sur place s'il était élu. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*)

M. Christian Jacob. Quel talent !

M. Daniel Labaronne. Le cas de Whirlpool illustre la capacité de l'État et des collectivités à travailler ensemble avec les acteurs économiques et les salariés pour transformer des activités industrielles et attirer de grands investisseurs en France.

Grâce à la qualité du dialogue social et au soutien des autorités publiques, le site de Whirlpool va pouvoir s'orienter vers des marchés d'avenir, en produisant notamment des colis connectés et des chargeurs de batterie pour vélos et voitures.

Lorsqu'il avait rencontré les salariés de Whirlpool le 26 avril dernier, le candidat Emmanuel Macron avait soutenu avec force que la réponse aux difficultés industrielles et au chômage se trouvait dans la réforme de notre marché du travail et dans le financement de notre économie pour encourager l'investissement productif en France et l'innovation.

C'est le sens des ordonnances pour réformer le code du travail et développer le dialogue social. C'est également le sens des dispositions du budget 2018 relatives à la fiscalité des entreprises et du capital. Ce budget place l'efficacité économique au service de la justice sociale.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous préciser la méthode et les réformes à venir qui s'inspirent de cette stratégie de dialogue social, dans le prolongement de la démarche du Président de la République à Amiens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, au début de l'année 2017, le groupe Whirlpool annonçait son intention de fermer le site d'Amiens, avec, pour conséquence immédiate, la suppression de 316 emplois. Les services publics ont cherché un repreneur ; ils ont examiné 3 000 offres, ils en

ont retenu cinq et en ont choisi une, solide, qui va permettre de transformer le site en profondeur. C'est l'engagement qu'avait pris le Président de la République et qu'il a tenu. En se rendant hier sur le site d'Amiens, il a voulu s'assurer que les emplois promis étaient bien au rendez-vous et offraient de vraies perspectives d'avenir aux salariés de Whirlpool. C'est le cas.

Cela prouve une chose : l'industrie a un avenir en France.

Mme Danièle Obono. Mais pas de stratégie !

M. Bruno Le Maire, ministre. Elle a un avenir à condition que nous ayons une stratégie claire ; elle a un avenir si nous ne regardons pas vers le passé mais si nous nous tournons vers l'avenir ; elle a un avenir si nous sommes capables d'investir, d'innover et de financer l'investissement et l'innovation en allégeant massivement la fiscalité sur le capital, comme nous avons décidé de le faire dans le projet de budget pour 2018 (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM et sur certains bancs du groupe LC*) : sans capital, pas d'investissement ; sans investissement, pas d'innovation et sans innovation, pas d'avenir pour l'industrie dans notre pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM et sur certains bancs du groupe LC.*)

L'industrie a un avenir si nous sommes capables de former les salariés et de les accompagner dans la maîtrise des nouvelles technologies : c'est le sens du plan de formation que présentera le Premier ministre dans quelques semaines pour permettre à tous les salariés confrontés aux ruptures technologiques d'acquérir de nouvelles qualifications au travers de formations et de trouver un véritable métier d'avenir dans les territoires.

L'industrie a enfin un avenir si l'État joue son rôle, accompagne, soutient, aide à l'investissement. Cela a été le cas pour Whirlpool et ce sera le cas pour tous les sites industriels menacés. Nous annoncerons très prochainement la nomination d'un commissaire interministériel à la réindustrialisation du pays pour prévenir les risques de fermeture de sites, accompagner les industries et préparer l'avenir industriel de la France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Labaronne](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 132

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [5 octobre 2017](#)